



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

8 juin 2016

Enquête réalisée par PluriConseil du 30 au 31 mai 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Hérisson ou renard ?

Par Eric NG PING CHEUN

Le philosophe Isaiah Berlin fait une distinction célèbre entre deux types de pensée, qu'il catégorise en « hérissons » et « renards ». Les hérissons sont ceux qui ont de grandes idées, mais font peu de concessions à leurs contradicteurs. Les renards, en revanche, caressent de nombreux points de vue différents, mais parfois contradictoires, sur le monde. Le renard n'a pas une grande vision mais sait plusieurs petites choses et se sent donc à l'aise devant les incertitudes. Le hérisson, lui, connaît une seule grande chose et se reconforte dans ses certitudes.

Un bon ministre des Finances doit être tantôt un hérisson tantôt un renard, sachant prendre leurs qualités et délaissier leurs défauts. Le hérisson est passionné par une seule grande idée, qu'il applique sans répit. Mais un ministre ne peut pas jeter son dévolu sur un seul grand projet, qu'il soit Duty Free Island ou Heritage City. Il doit brasser large en termes d'idées. Aussi, il ne s'entiche pas de grandes théories comme le marxisme ou l'écologisme.

Un bon ministre des Finances doit se cultiver afin d'avoir des idées. Il lit beaucoup, surtout la presse internationale, *Financial Times* tous les jours et *The Economist* chaque semaine. Il se lève le matin en se branchant sur *BBC World* et regarde *EuroNews* avant d'aller se coucher. Il se nourrit d'informations économiques et financières et dévore, de temps à autre, un livre d'économie d'un grand auteur. C'est ainsi qu'il se forge une ouverture d'esprit.

Un bon ministre des Finances doit être intellectuellement bien armé pour parler sérieusement, avoir des munitions pour argumenter, et montrer du « *thought leadership* ». Il ne peut pas être dépendant de la présence de ses conseillers pour exprimer un point de vue. Il doit être capable de tenir tout seul une conversation intelligente avec des investisseurs étrangers et de répondre à leurs questions, souvent pressantes. Comme le renard, il évite de trop simplifier.

Un bon ministre des Finances doit savoir communiquer. Il ne se cache pas derrière de brefs communiqués, mais affronte les journalistes. Dans les interviews, il ne botte pas en touche. Dans les conférences de presse, il répond sur le fond du sujet. Comme le hérisson, il entretient l'élan d'une discussion en étayant ses arguments. C'est ce qui lui fera gagner l'approbation des médias.

Un bon ministre des Finances doit être rigoureux dans ses analyses. Pour cela, il aime les chiffres, étant enclin à l'exactitude comme le renard. Il ne se contente pas de déclarations superficielles lorsqu'il s'adresse à un parterre de

professionnels. Il ne se fie pas seulement à son intuition pour expliquer les turbulences des marchés financiers internationaux.

Un bon ministre des Finances doit avoir des convictions fortes. Il sait ce dont il parle. Comme le renard, il est éclectique en points de vue pour cerner qui a raison dans des débats contradictoires. Il ne se laisse pas bernier par les mots doux des porte-parole du secteur privé ni par les balivernes des syndicalistes. Avec eux, il ponctue les échanges de conjonctions qui limitent la portée de leurs arguments : « mais », « toutefois », « quoique ».

Un bon ministre des Finances doit aborder un sujet sous tous ses angles. Il se méfie des discours stéréotypés qu'on tient sans considérer la nature du problème économique, comme sur les inégalités salariales ou le « paradis fiscal ». Tel le renard, il pense contextuellement. Dire que le contexte importe ne signifie toutefois pas qu'on peut agir sans des principes. Pour leur permettre de naviguer entre des circonstances changeantes, il faut précisément accorder la plus grande liberté aux acteurs économiques.

Un bon ministre des Finances doit éviter de bagarrer avec le gouverneur de la Banque centrale. Ni soumis ni distant envers ce dernier, il n'empiète pas sur l'indépendance de l'institution. Il cherche une convergence de vues sur la politique monétaire et coordonne sa politique fiscale avec celle-ci.

Un bon ministre des Finances doit connaître ses limites. Qu'il bannisse d'abord le terme « miracle économique » de son vocabulaire. Sinon, en jouant à l'homme providentiel, il crée inutilement de grosses attentes qu'il ne parviendra pas à satisfaire toutes. Dès lors, il devient de moins en moins crédible.

Un bon ministre des Finances doit exercer sa fonction à plein temps. Il ne peut pas se permettre de diriger des dizaines de comités qui n'ont rien à faire avec l'économie ou la finance. Il ne passe pas la majeure partie de sa journée à méditer ou à spéculer sur le cours de l'or. Il ne perd pas son temps à surveiller les agissements de ses amis politiques ou de ses alliés.

Un bon ministre des Finances doit être un réformateur. S'il est populaire, c'est qu'il n'a pas fait les réformes qu'il faut. Sa performance est mesurée par son taux d'impopularité, et non par le nombre de baisemains. C'est pourquoi un chef de parti ne devrait pas être à la tête de ce ministère, surtout s'il représente le parti majoritaire d'une coalition. Le poste de grand argentier ne convient pas non plus à quelqu'un qui a des ambitions de devenir le chef de gouvernement.

Voilà ce qu'on attend d'un ministre des Finances. Mais à Maurice, il n'a pas besoin de faire ses preuves pour être Premier ministre.

(www.pluriconseil.com)

1) Qu'envisagez-vous sur le plan politique durant les deux prochaines années ?

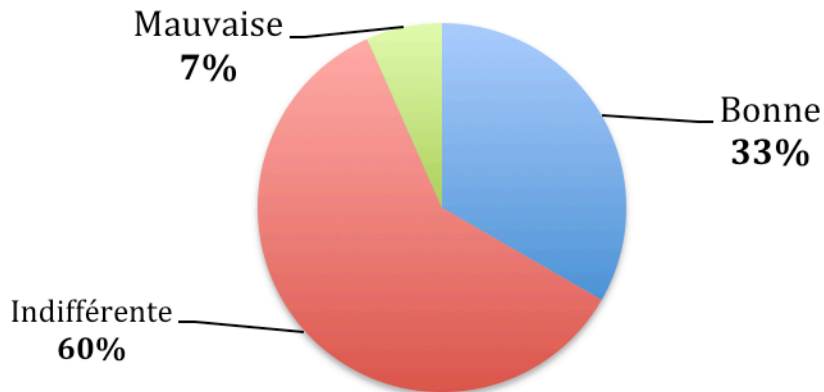
Une stabilité relative	27%
De petites secousses	60%
De grandes turbulences	13%

Petites secousses entre alliés politiques

Après l'acquittement de Pravind Jugnauth dans l'affaire MedPoint, seulement 27% des personnes interrogées pensent que la scène politique connaîtra une stabilité relative durant les deux prochaines années. Pour trois analystes sur cinq, de petites secousses sont à prévoir. On ne voit pas le PMSD et le ML « *rocking the boat* » alors que « *the present government has a safe security margin* ». Les trois partis de l'alliance gouvernementale continueront à jouir de l'exercice et du partage du pouvoir. Cependant, « le retour du leader du MSM au Conseil des ministres ne changera rien au clanisme qui règne au sein de l'équipe gouvernementale », et il pourra même l'alimenter.

2) Quelle est l'humeur de la communauté des affaires par rapport à la nomination du nouveau ministre des Finances ?

L'humeur de la communauté des affaires



Les opérateurs économiques dans l'indifférence

Trois sondés sur cinq trouvent la communauté des affaires indifférente à la nomination de Pravind Jugnauth au poste de ministre des Finances, qui était « *well expected* ». Un tiers des répondants observent tout de même que celle-ci a été accueillie dans la bonne humeur. D'abord, parce que cela ramène une certaine « stabilité politique » dans l'exercice du pouvoir. Ensuite, parce qu'il est nécessaire d'avoir quelqu'un à plein temps à ce poste de grande importance. Enfin, parce que le secteur privé craignait que ce ministère allait revenir à Roshi Bhadain. Si jamais cela devait se produire plus tard, il faudrait s'attendre à une « guerre » entre les Finances et la Banque centrale.

3) Selon vous, le nouveau ministre des Finances va...

Améliorer la situation économique	17%
Satisfaire moyennement les entreprises	60%
Décevoir les opérateurs économiques	23%

Vers une autre « *crisis of expectations* »

La très grande majorité des analystes ne croient pas que la situation économique du pays s'améliorera sous le nouveau ministre des Finances sur lequel pèsent de fortes attentes. Celui-ci, au mieux satisfera moyennement les entreprises, au pire décevra les opérateurs économiques. Si « *much will depend on the forthcoming budget* », on sent une « lassitude » chez ces derniers qui « *have already internalised the fact that they should not expect quantum changes but rather incremental, not to say cosmetic, changes* ». Le grand argentier affichera peut-être une plus grande présence que ses deux prédécesseurs, mais « *the missed departure will be hovering during the rest of the government's mandate* ».

4) Au regard des politiques annoncées l'année dernière, vous vous attendez à un...

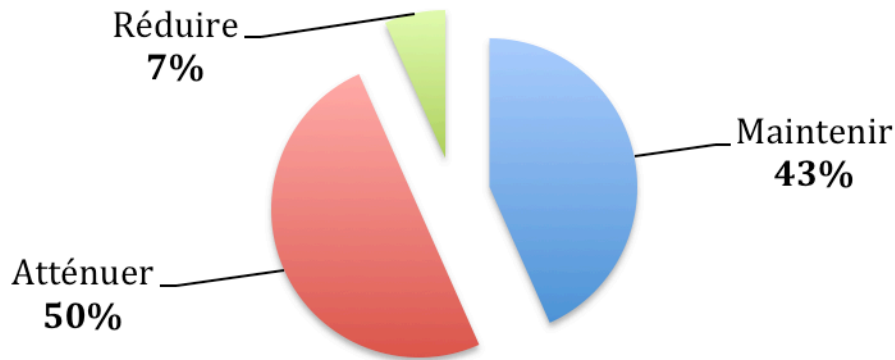
Budget de continuité	30%
Budget d'adaptation	57%
Budget de changement	13%

S'adapter pour ne pas changer

Ni continuité ni changement, mais une adaptation des politiques déjà annoncées. C'est ce qu'anticipent 57% des analystes dans le prochain budget. Ils ne voient pas « *what major reversal can take place if not unwinding what has been done previously, but this will take time* ». Pravin Jugnauth « *needs to address people expectations* », mais « *comes in too late before the budget to be able to make an impact* ». Vu son « aspiration à devenir Premier ministre, il est obligé de bien faire ». Cependant, « pour obtenir un regain de popularité, il est probable qu'il fasse plus de dépenses publiques que de réformes ». Des mesures pour aider les petites et moyennes entreprises seront annoncées, mais « on n'attend pas des miracles dans ce budget qui sera inodore et incolore ».

5) Concernant les incertitudes économiques locales, croyez-vous que le prochain Budget aura des mesures susceptibles de les...

Les incertitudes économiques locales

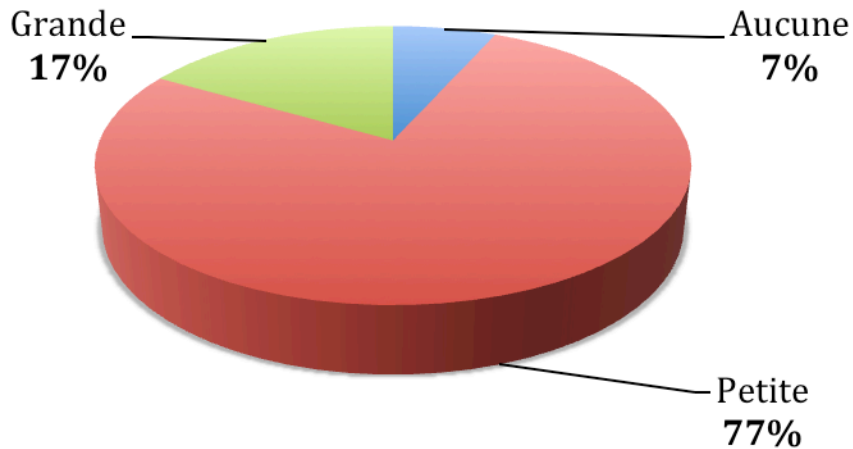


Les incertitudes ont la peau dure

Dans leur très grande majorité, les analystes n'anticipent pas des mesures budgétaires susceptibles de réduire les incertitudes économiques locales. Celles-ci resteront, ou du moins seront atténuées. Des « dégâts irréparables » ont déjà été commis au secteur offshore et, par ricochet, à l'économie. Ce n'est pas le ministre des Finances en tant que tel qui peut changer la donne, mais les actions concrètes et les mesures qui seront réellement mises en oeuvre. Quel que soit le ministre en exercice, il manque des compétences à la tête des ministères pour arriver à des résultats probants. Pour un spécialiste, « il faut faire ce qu'on dit, un point c'est tout ». Car « *an economy can only grow and be efficient when people do what they are best at under optimal conditions* ».

6) Quelle est la marge de manoeuvre du grand argentier dans le prochain Budget pour relancer l'économie ?

La marge de manoeuvre du grand argentier



Petite marge de manoeuvre

Pour 83% des sondés, le ministre des Finances n'a pas une grande marge de manoeuvre pour relancer l'économie. Ce n'est pas une question de disposer ou non des ressources financières énormes, mais de faire des choix. La relance exige des « *bold policy decisions even if this means to be at loggerheads with the unions in the civil service and parastatal bodies* ». Mais rien de révolutionnaire ne sortira du prochain budget. Il y a « *too much pressure for social spending* » qui se fait au détriment du budget de développement, puisque « *the tax regime is stretched* ». Au cas où le don de Rs 12,7 milliards de l'Inde serait comptabilisé comme revenu dans le budget, les dépenses relatives aux projets financés par ce don ne devraient pas être hors-budget.

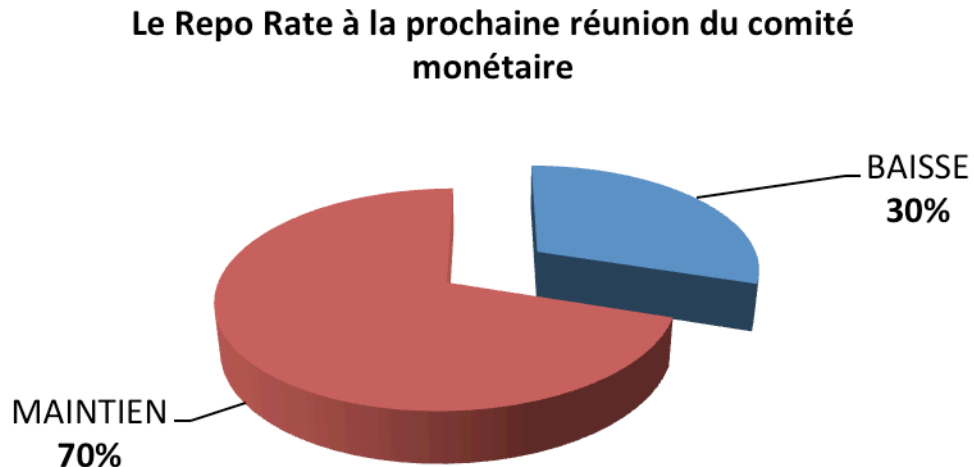
7) Avec le protocole d'amendement du traité fiscal avec l'Inde, pensez-vous que Maurice...

A eu un mauvais deal	33%
A eu un bon deal	10%
Aurait dû avoir un meilleur deal	57%

L'offshore mauricien devra se réinventer

Deux tiers des analystes estiment que le gouvernement mauricien n'a pas obtenu un mauvais deal avec l'Inde sur la révision du traité de non double imposition. Selon un analyste, « *a good deal is a deal where every party has left something on the table* », et non que « *the winner takes all* ». D'autant que « *geopolitics is not about just taking and not giving* ». Reste que pour 57% des répondants, Maurice aurait dû chercher un meilleur deal avec la Grande Péninsule. D'autres parlent toutefois de « capitulation » et de « défaite ». Confrontés à des « *lower cost jurisdictions* », les opérateurs offshore sont maintenant condamnés à « *diversify away from India* ».

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?



Pas de baisse du taux directeur

Le comité de politique monétaire se réunira le mercredi 22 juin. Certains se demandent si les changements du taux repo ont encore un sens, car « *the monetary transmission mechanism is not working efficiently* ». Pour cette seule raison, sept analystes sur dix sont d'avis que le taux directeur restera inchangé. D'ailleurs, la baisse effectuée en novembre dernier n'a toujours pas donné l'effet escompté sur l'économie. Si personne n'envisage une hausse, 30% des sondés affirment que « *as inflation has fallen significantly, there is room to lower the interest rate* », soit « *a drop of 15 to 25 basis points* » qui constitue « *a small decrease to sustain the efforts of the Ministry of Finance* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 30 au 31 mai 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.